



RAPPORT ANNUEL 2019

page 6

Le soutien
à nos
partenaires

page 20

Nos actions
d'éducation
à la
citoyenneté

page 22

Le plaidoyer
pour
l'intérêt
commun

www.entraide.be

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Le mot de la Secrétaire générale et du Président

Prendre nos responsabilités face à l'interdépendance de notre monde

Nous sommes très heureux de vous présenter le rapport d'activités d'Entraide et Fraternité. Loin d'être exhaustif, ce retour à l'année 2019 met en lumière le courage des partenaires locaux que nous soutenons de par le monde. Avec elles et eux, nous nous efforçons de construire des alternatives pour un monde meilleur : des sociétés qui choisissent de mettre les moyens nécessaires pour lutter contre la faim et le réchauffement climatique, des sociétés qui placent les populations les plus pauvres et exclues au centre de leur processus d'émancipation.

Nous avons notamment mis en lumière les défis auxquels les jeunes agriculteurs doivent faire face pour manger à leur faim. Ces défis sont d'autant plus grands alors que le réchauffement climatique fait sentir ses nombreux effets dévastateurs... Les Philippines, pays phare de notre campagne de Carême 2019 et frappé par de nombreux typhons et autres catastrophes naturelles, sont tout particulièrement concernées. Nos partenaires locaux recourent dans ce contexte à l'agroécologie, une des solutions de premier plan afin de produire suffisamment de nourriture pour tous.

Mais face à l'interdépendance de notre monde, nos partenaires nous rappellent que les changements doivent également venir de chez nous ! L'impunité dans laquelle agissent les multinationales, entre autres celles produisant des glyphosates, est source d'accaparement de terres, de maladies et de pollution. Nos instances politiques, belges comme européennes, doivent non seulement en être conscientes mais également agir en conséquence. Un pas prometteur a été franchi au lendemain des élections de mai 2019 : grâce entre autres à l'action d'Entraide et Fraternité, les accords des gouvernements wallon et bruxellois soutiennent la création de règles internationales pour encadrer les activités des multinationales.

Aux Philippines, comme en Belgique et ailleurs, l'agroécologie constitue une réponse des plus adéquates pour lutter durablement contre la faim tout en respectant nos écosystèmes. C'est la raison pour laquelle notre cadre stratégique 2020-2024 fait de l'accès aux ressources naturelles l'un de nos principaux chevaux de bataille pour, comme nous y encourage le pape François dans son encyclique *Laudato Si'*, « combattre la pauvreté, (...) rendre la dignité aux exclus et simultanément préserver la nature. »

Merci pour votre solidarité et bonne lecture !

Entraide et Fraternité est une ONG catholique de solidarité internationale. Elle défend un monde juste et solidaire en appuyant la réalisation de projets de développement définis en partenariat avec des associations locales des pays du sud et en menant des actions d'éducation et de plaidoyer en Wallonie et à Bruxelles.



Axelle Fischer
Secrétaire générale



Christian Valenduc
Président

Sommaire

- 4 Notre organisation
- 6 La carte des partenaires
- 8 **L'agroécologie contre la faim**
- 9 Philippines
- 10 Madagascar - Haïti
- 11 Amérique centrale
- 12 Afrique des Grands Lacs
- 14 **La convention internationale des droits de l'enfant a 30 ans !**
- 16 **Inde : une page de l'histoire d'Entraide et Fraternité se tourne**
- 18 **Non à l'impunité des multinationales**
- 19 **Empêcher la propagation d'Ebola au Sud-Kivu**
- 20 Nos actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire
- 22 Le plaidoyer pour l'intérêt commun
- 24 Solidarités & communication
- 26 Les comptes



Notre organisation

NOTRE VISION

Nous sommes convaincu·e·s qu'un monde solidaire est possible. Notre projet contribue à favoriser des alternatives au modèle néolibéral dominant, et participe à l'avènement d'un monde où les populations des pays du nord et du sud de la planète, particulièrement les plus pauvres et marginalisées, pourront mettre en œuvre leurs droits au sein d'une communauté internationale solidaire.

NOTRE MISSION

Notre mission est de promouvoir la solidarité et l'accès aux droits et de réduire les inégalités et l'exclusion sociale.

Nous poursuivons ces objectifs à travers :

- 1 le soutien d'associations partenaires dans les pays du sud,
- 2 l'éducation à la citoyenneté et la mobilisation des communautés catholiques et, plus largement, du public francophone belge,
- 3 la contestation et la proposition d'alternatives aux structures et mécanismes injustes de nos sociétés.

NOS VALEURS

L'ensemble de nos actions sont guidées par les quatre principes fondamentaux de fraternité, d'équité, de solidarité et d'intégrité.

1 Fraternité

Pour nous, la fraternité signifie au quotidien traiter les autres comme des frères et des sœurs, avec **respect** et dignité. De ce fait, nous nous opposons à toute forme de harcèlement ou de discrimination basée sur le genre, l'ethnicité, l'âge, la religion ou le handicap.

2 Équité

Pour nous, l'équité signifie donner à chacun·e la chance de vivre une vie digne et juste. Nous reconnaissons que cela demande de la **persévérance**, de l'**esprit critique** et de l'**optimisme** car les défis à relever dans notre lutte pour la justice sont ambitieux.

3 Solidarité

Pour nous, la solidarité signifie un esprit de **collaboration mutuelle** et d'entraide en favorisant l'utilisation de biens communs et le respect de notre environnement. Nous reconnaissons que vivre en interdépendance sur cette planète entraîne des droits et des **responsabilités** pour chacun·e, dans une vraie relation partenariale.

4 Intégrité

Pour nous, l'intégrité signifie vivre pleinement nos valeurs et mettre en œuvre notre mission et notre vision de la manière la plus redevable et transparente possible. Il nous importe de faire exister pleinement une culture d'intégrité impliquant, entre autres, d'adhérer à notre **Code éthique**¹ qui définit les normes et les comportements à suivre pour lutter contre toute forme d'abus, discrimination, maltraitance, exploitation et violation de droits humains.

¹ www.entraide.be/integrite



COMMENT NOTRE ACTION A FAIT LA DIFFÉRENCE

Le soutien à nos partenaires dans les pays du sud

22.929 familles bénéficiaires regroupées en 965 coopératives

1.026.511 paysans retrouvent le contrôle des semences : suspension de la loi Monsanto qui s'appropriait les semences et favorisait les pesticides chimiques au Guatemala.

L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire

8.491 personnes touchées par nos activités

632 volontaires impliqués (dont environ 350 volontaires issus des groupes locaux)

383 activités réalisées

Dans le cadre de notre Pôle Jeunes

87 enseignants sensibilisés dans 41 écoles

357 activités organisées par nos volontaires et enseignants

53 animations assurées par nos volontaires

Le plaidoyer pour l'intérêt commun

Les nouveaux accords de gouvernement wallon et bruxellois reprennent une majorité des priorités d'Entraide et Fraternité sur les **accords de commerce** et la **régulation des entreprises**

847.000 signataires de la pétition lancée par 200 associations dont Entraide et Fraternité demandent l'arrêt de l'impunité des multinationales



ÉLABORATION D'UN NOUVEAU CADRE STRATÉGIQUE

Tous les cinq ans, Entraide et Fraternité élabore un nouveau cadre stratégique pour affronter les enjeux mondiaux et augmenter sa capacité d'action pour un monde plus juste. Le contexte économique, social et politique belge, comme européen et international, réaffirme l'importance du rôle que nous avons à jouer et donne un souffle nouveau à la mission qui nous a été confiée par l'Église. Cela demande toutefois une actualisation de nos stratégies de travail.

Dès lors, si la vision et les missions de notre association restent d'actualité à l'heure où les inégalités sociales se creusent dans les pays du sud, nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis mondiaux. Parmi ceux-ci, celui d'une nécessaire transition vers un monde dont les ressources seront gérées en harmonie avec la nature et dans un souci permanent d'égalité pour « Tout Homme et tout l'Homme ». Si cette phrase du pape Paul VI reste d'inspiration pour notre mission d'Église, elle pourrait aujourd'hui être complétée par « et tous les Hommes qui viendront après » comme nous y encourage le pape François dans son encyclique *Laudato Si'*, nous enjoignant fermement à prendre soin des générations futures.

Fruit d'un travail d'une année, ce cadre stratégique a été construit par les permanent-e-s et les volontaires selon une méthodologie d'intelligence collective pour la période 2020-2024. Vous pouvez le consulter en ligne (entraide.be/cadre-strategique) ou le commander (nelly.rincon@entraide.be).

La carte des partenaires

Amérique latine & Haïti

26 partenaires | 6 pays

Montants transférés

Total	764.093 €
Guatemala	252.483 €
Nicaragua	220.076 €
Haïti	192.167 €
Brésil	40.000 €
Pérou	57.189 €
Uruguay	2.178 €

Haïti

-  **ICKL**
Institut Culturel Karl Lévêque
-  **PAPDA**
Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif
-  **SAKS**
Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal
-  **SOFA**
Solidarite Fanm Ayisièn
-  **TK**
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen

Guatemala

-  **CDRO**
Asociación de Cooperación para el Desarrollo Rural de Occidente
-  **CEIBA**
Asociación para la Promoción y el Desarrollo de la Comunidad
-  **COINDI**
Cooperación Indígena para el Desarrollo Integral
-  **RED KUCHUB'AL**
-  **SERJUS**
Asociación Comunitaria Para El Desarrollo
-  **MOJOCA**
Movimiento de Jóvenes de la Calle
-  **PARROQUIA SANTIAGO JOCOTAN**
Appui à la population rurale Maya
-  **SILOE**
Centre de formation et hôpital des enfants dénutris
-  **PANABAJ**
Soutien scolaire en milieu rural

Nicaragua

-  **FODA**
Fundación Odorico D'Andrea
-  **AVODEC**
Asociación de Voluntarios para el Desarrollo Comunitario
-  **LA CUCULMECA**

Pérou

-  **CHIBOLITO**
Asociación Civil Chibolito
-  **KALLPA**
Asociación Kallpa Para La Promoción Integral de La Salud y el Desarrollo
-  **IPIFOTH**
Instituto de Promoción y Formación de Trabajadoras del Hogar
-  **GRUFIDES**
Grupo de Formación e Intervención para el Desarrollo Sostenible

Burkina Faso

-  **BURKINA SECOURS**
Centre de formation en menuiserie et soudure en milieu rural

Togo

-  **ASSOCIATION DES PAYSANS ÉPANOUIS**
Dispensaire
-  **MOKPOKO**
Activités génératrices de revenus en milieu rural

Brésil

-  **CPT**
Comissão Pastoral da Terra Regional Goiás
-  **MST**
Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra
-  **VIA CAMPESINA GOIÁS**
-  **FETRAF**
Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar

Uruguay

-  **SENDEROS DE VIDA**
Appui aux mères adolescentes célibataires issues des milieux défavorisés



PROGRAMME POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

PROGRAMME POUR LES DROITS DES ENFANTS

PROGRAMME POUR LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

INITIATIVES CITOYENNES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Afrique

22 partenaires | 6 pays

Montants transférés

Total	836.179 €
République Démocratique du Congo	323.170 €
Burundi	250.960 €
Madagascar	182.959 €
Rwanda	64.782 €
Togo	7.423 €
Burkina Faso	6.885 €

Asie

12 partenaires | 3 pays

Montants transférés

Total	285.865 €
Philippines	225.616 €
Inde	49.296 €
Pakistan	10.953 €

Burundi

-  **CAM**
Centre Agropastoral de Mutwenzi
-  **ADEPE-CEPRODILIC**
Agence de Développement et de Protection de l'Environnement
-  **OAP**
Organisation d'Appui à l'auto-Promotion
-  **ACORD**
Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
-  **UHACOM**
Union Haguruka des Coopératives Multifilières

Pakistan

-  **SADA E UMEED**
Khanewal - Intégration sociale d'enfants porteurs d'handicap

Rwanda

-  **APROJUMAP**
Association pour la Promotion des Jumelages et de l'Amitié entre les Peuples

Madagascar

-  **CARITAS-ANTSIRABE**
-  **FTM/CPM VAKINANKARATRA**
Firaisankinan'ny Tantsaha eto Madagasikara/Coalition Paysanne de Madagascar Vakinankaratra
-  **CSB**
Centre de Promotion rurale Saint-Benoît
-  **FTM/CPM ANALANJIROFO**
Firaisankinan'ny Tantsaha eto Madagasikara/Coalition Paysanne de Madagascar - Analanjirofo

Inde

-  **CSEI**
Centre for Social Equity and Inclusion
-   **JANA VIKAS**
-  **MAHABODI**
École pour enfants issus de communautés rurales pauvres
-  **PREMIYOTI**
École en milieu rural pour enfants porteurs d'handicap

Philippines

-  **CONZARRD**
Convergence of Zamboanga del sur on Agrarian Reform and Rural Development
-  **LAFCCOD**
Lanao Aquatic and Marine Fisheries Center for Community Development
-  **DKMP**
Demokratikong Kilusang Magbubukid Philipinas
-  **KILOS KA**
Kilusang Maralita sa Kanayunan
-  **SUMPAY**
-  **AKMK**
Mindanao Tri-People Youth Center (Alyansa ng Kabataang Mindanao para sa Kapayapaan)
-  **LAHRA**
Lanao Alliance of Human Rights Advocates

RD du Congo

-  **APEF**
Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin
-  **CAB**
Comité pour l'Autopromotion à la Base
-  **BDD-Kasongo**
Bureau Diocésain de Développement-Kasongo
-  **GEADES**
Groupe d'Études et d'Action pour le Développement du Sud-Kivu
-  **CENTRE DE PROMOTION DE LA SANTÉ KANGU**
-  **APDE**
Amis de la Paix pour le Développement Endogène
-  **ETU KIVU**
Octroi de bourses sociales pour des étudiants défavorisés
-  **WAZEE-WETU**
Soutien social, économique et médical de personnes âgées
-  **ESK**
Éducation à la santé Kikwit



L'agroécologie contre la faim

Plus de 820 millions de personnes souffrent encore de la faim aujourd'hui. **Les paysans des pays du sud** constituent **70 % de ces victimes de la faim**. Exiguïté de leurs terres suite à l'accaparement de grandes étendues par les multinationales, chute du prix de leurs produits à cause des prix dérisoires pratiqués par celles-ci, vulnérabilité accrue au changement climatique suite à la déforestation massive pour l'implantation de monocultures... **le développement de l'agriculture industrielle** constitue la principale cause de ce paradoxe.

En coopération avec des organisations partenaires locales, Entraide et Fraternité mène depuis 2017 un programme ambitieux pour le droit à l'alimentation *Pour que la Terre tourne plus juste : souveraineté alimentaire pour tous 2017-2021*, dans 9 pays : Brésil, Burundi, RD Congo, Guatemala, Haïti, Madagascar, Nicaragua, Philippines, Rwanda.

Ce programme prône, à travers l'agroécologie, le développement d'un autre système alimentaire centré sur **une agriculture familiale qui respecte l'environnement et garantit des revenus suffisants aux petits producteurs**.



LES RÉSULTATS DU PROGRAMME EXAMINÉS

Le Centre tricontinental (Cetri, Louvain-la-Neuve) s'est rendu dans quatre pays - Burundi, Guatemala, Haïti et Philippines - afin d'évaluer, près de trois ans après son lancement, la pertinence et les résultats obtenus par notre programme pour le droit à l'alimentation.

La conclusion générale est claire : l'agroécologie prônée par Entraide et Fraternité et ses partenaires constitue la réponse la plus adéquate afin de contribuer à l'émancipation des mouvements paysans et de répondre aux défis environnementaux qui s'accroissent.

Le CETRI a ensuite analysé les résultats obtenus dans les 4 dimensions de l'agroécologie.

- 1 POLITIQUE : placer le contrôle des semences et des terres aux mains des paysans, faire participer les paysans aux décisions, etc.
- 2 ENVIRONNEMENTALE : supprimer l'utilisation d'intrants chimiques, renforcer la résilience au changement climatique, etc.
- 3 ÉCONOMIQUE : développer des marchés locaux, diversifier les revenus agricoles, etc.
- 4 SOCIOCULTURELLE : autonomiser les femmes et les jeunes, renforcer les échanges de savoirs entre paysans, etc.

Les résultats concernant la diversification des revenus agricoles, l'autonomisation des femmes ou encore l'accès à la terre sont très encourageants. L'évaluation pointe toutefois la nécessité de renforcer certains aspects comme le développement de marchés locaux pour mieux écouler les marchandises produites par les paysans ou l'autonomisation des jeunes afin de lutter contre le chômage.



PHILIPPINES

Les paysans philippins face au changement climatique

Déforestation, élevage intensif, pesticides... **Plus de 20 % des émissions mondiales de CO2** proviennent de l'**agriculture industrielle**.

L'adoption d'une agriculture basée sur l'agroécologie, dont les pratiques restaurent les sols et les forêts, permettrait pourtant de stocker plus de carbone qu'elle n'en émet, contribuant à l'atténuation du changement climatique.

Mais l'agroécologie constitue également un moyen d'adaptation : semences biologiques plus résistantes aux typhons ou aux sécheresses, plantation d'arbres qui réduisent les risques d'inondations...

« Grâce à l'élevage de porcs et de canards, nous avons d'autres sources de revenus que le riz. Cela nous permet de mieux faire face aux périodes de sécheresse ou de pluie qui sont de plus en plus intenses et qui affectent les récoltes. »

Darlea Talingting

Les Philippines sont le **troisième pays au monde le plus exposé aux catastrophes naturelles**. En 2019, l'île de Mindanao a été particulièrement secouée : typhons, séismes, longue période de sécheresse...

DKMP, CONZARRD, SUMPAY, KILOS KA et **LAFFCOD** ont accompagné **près de 3.000 paysans et pêcheurs** - qui sont les premières victimes du changement climatique - à tisser **un réseau de communautés résilientes**.

La base d'une agriculture résistante

CONZARRD et **DKMP** ont mis sur pied deux « banques de semences biologiques ». Ces semences sont plus résistantes aux variations du climat et aux catastrophes naturelles que les semences OGM des multinationales. Après le passage du dernier typhon, les paysans ont enregistré les plus faibles pertes de leurs récoltes par rapport aux années précédentes.

Les mangroves, un rempart face aux catastrophes

Les communautés de pêcheurs appuyées par **LAFFCOD** ont poursuivi le reboisement des mangroves, **plus de 33.500 plants ayant été plantés** depuis 2017. Une **véritable muraille** qui protège plus d'une dizaine de villages de pêcheurs des tsunamis et typhons, tout en ravivant la présence des poissons.

Diversifier ses revenus, l'ultime phase de la résilience

Grâce aux formations, au matériel et aux crédits fournis, **308 agriculteurs et pêcheurs** disposent aujourd'hui de **trois sources différentes de revenus**.



MADAGASCAR HAÏTI

Terres accaparées, paysans en danger

Les grandes multinationales se sont lancées ces dernières années dans l'appropriation de vastes étendues de terres des pays du sud afin d'y développer des projets d'agriculture industrielle, de combustibles ou encore d'agrocarburants.

Menés sans consultation avec les populations locales, ces projets ont massivement accaparé les terres des communautés paysannes. Obligés de cultiver des terres de plus en plus réduites, des millions de paysans ne parviennent plus à produire suffisamment pour se nourrir.

« Pas d'accès à la terre et des surfaces cultivées trop petites sont autant d'obstacles pour une vie digne et décente. »

Laurie Korchi,
chargée de projets Madagascar

Madagascar, où 75 % de la population dépend de l'agriculture pour sa survie, fait partie des pays les plus touchés par cette ruée sur les terres.

Le **CSB**, **Caritas-Antsirabe**, la **CPM** et le **BIMTT** ont fait de la **sécurisation foncière** de **4.750 familles paysannes** vivant dans les régions du Vakinankaratra et d'Analanjirifo une priorité.

Les certificats fonciers, un précieux sésame

Le **CSB** et la **CPM** ont obtenu de 6 communes de la région d'Analanjirifo la fixation d'un tarif à la portée des paysans pauvres et la simplification des procédures pour l'obtention des certificats fonciers. **560 paysans** vont ainsi pouvoir **bénéficier d'un titre de propriété formel**, réduisant leur vulnérabilité face aux accaparements de terre.

Dans la région de Vakinankaratra, le **comité de plaidoyer** mené par la **CPM** et **Caritas-Antsirabe** a empêché l'expropriation de **300 familles paysannes** en faisant abandonner un projet de **barrage hydroélectrique**.

La résistance s'organise

En Haïti, malgré les soulèvements populaires réclamant des mesures contre la pauvreté qui ont paralysé le pays durant plusieurs mois, le **président Jovenel Moïse** a continué à **favoriser l'accaparement de terres des petits paysans** au profit de monocultures d'exportation ou de l'exploitation minière.

La **PAPDA** a accompagné la mobilisation (manifestations, rencontres avec les autorités locales, etc.) de plus de **450 paysans** afin de s'opposer à ces projets. **SAKS** a produit des émissions dénonçant ce phénomène qui ont été diffusées au sein de **40 radios communautaires**, touchant **1.300.000 auditeurs**.

En 2017, **SOFA** a acquis **13,25 hectares de terres convoitées par les multinationales**. Ces dernières essaient depuis de les récupérer par tous les moyens. Ces terres permettent pourtant à **240 paysannes** d'apprendre l'agroécologie afin d'atteindre l'autonomie financière, capitale dans ce pays où **8 femmes sur 10 sont pauvres**.



AMÉRIQUE CENTRALE

Sans terre pour les femmes, pas de futur pour le monde rural

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est claire : si les femmes avaient le même accès aux ressources que les hommes, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde se réduirait considérablement.

Meilleurs rendements des champs, nouvelles activités génératrices de revenus... les femmes génèrent des revenus supplémentaires qu'elles investissent prioritairement dans l'achat d'aliments, assurant la sécurité alimentaire de leurs familles.

Comblar le fossé entre les hommes et les femmes constitue donc un levier central pour le développement des communautés rurales.

Au **Guatemala** et au **Nicaragua**, le **manque d'accès à la terre** constitue le plus gros obstacle à la participation des paysannes au développement de leur communauté. La pauvreté qui s'est accentuée - particulièrement au Nicaragua où la crise fait toujours rage - ainsi que les discriminations en sont les principales causes.

Nicaragua

Grâce au fonds créé par **AVODEC, FODA** et **LA CUCULMECA** pour l'achat de terrains aux femmes de 9 communautés pauvres de la région aride de Jinotega, à l'est de la capitale Managua, **51 femmes ont pu acquérir depuis 2017 une terre à cultiver.**

Elles ont en outre reçu, avec **123 autres femmes** qui possédaient déjà une terre, **des formations à l'agroécologie** afin de développer de manière optimale des cultures de haricot, de maïs, d'oignon, etc. Les revenus générés ont **réduit la sous-alimentation des enfants** de ces communautés.

Guatemala

La persistance des traditions qui privilégient les hommes empêche les femmes mayas de 39 communautés situées dans la région de l'Altiplano au sud-ouest du Guatemala d'accéder à la terre.

Grâce à la **sensibilisation des hommes** aux droits des femmes et à la **formation de femmes leaders** menées par **COINDI, CEIBA, CDRO, SERJUS** et **KUCHUB'AL**, **112 femmes** ont intégré ou accédé depuis 2017 à une position supérieure au sein des espaces de décision des communautés.

Une étape capitale car ces femmes permettent de changer les mentalités et de proposer des actions qui promeuvent les droits des paysannes, en premier lieu l'accès à la terre.



© Fanny Cheynou/CCFD-Terre Solidaire

« J'aimerais que les femmes n'aient plus peur de défendre leurs droits. Elles ont droit comme les hommes à une terre. Elles ont droit de cultiver la vie. »

Clementina González, membre du conseil communal du village de San Antonio Sija, Guatemala

Les paysans retrouvent le contrôle de leurs semences !

Victoire inespérée pour les petits paysans au Guatemala. Adoptée en 2018, la « loi Monsanto » qui s'appropriait les semences et favorisait les pesticides chimiques a été suspendue, suite aux pressions de la société civile, en premier lieu des partenaires d'Entraide et Fraternité. **1.026.511 paysans** retrouvent leur **souveraineté alimentaire.**



AFRIQUE DES GRANDS LACS

L'union, la force des paysans !

Dans des pays où les petits paysans cultivent des terres exiguës de manière isolée et avec très peu de soutien de l'État, se mettre ensemble, se structurer en coopératives est essentiel.

Diminution du prix des intrants (engrais, semences...) grâce à l'achat groupé, meilleur accès aux marchés grâce à la mise en commun des productions, partage des coûts des infrastructures, échange de savoirs, poids renforcé dans la défense de leurs droits, accès à des aides publiques... les avantages sont nombreux et permettent aux paysans d'assurer leur sécurité alimentaire.

Le chemin vers des coopératives structurées, autonomes et reconnues par les autorités est toutefois difficile dans ces contextes marqués par la pauvreté : faibles compétences de gestion et de planification, manque cruel de fonds propres pour acquérir du matériel, insuffisance de leadership, etc.

Burundi

Le contexte d'insécurité et de restriction des libertés qui continue de sévir au Burundi n'a pas empêché **ADEPE-CEPRODILIC, ACORD, CAM, UHACOM** et l'OAP de **regrouper les paysans au sein de coopératives structurées** : mise en place d'organes de décision, renforcement des compétences en gestion (outils de suivi de la production et des ventes, élaboration d'un business plan...), commercialisation des produits, construction d'infrastructures de stockage, appui à la légalisation, etc.

Depuis 2017, **98 coopératives regroupant plus de 2.600 familles paysannes ont été structurées et sont agréées par les autorités**. Meilleure gestion des récoltes, ventes groupées... **les revenus des paysans membres de ces coopératives ont depuis déjà augmenté de 15 %**, leur permettant d'accéder aux services de base.

« La coopérative nous a permis de sortir de l'isolement. Avant, on échangeait peu entre nous. Chacun travaillait sa parcelle la journée et rentrait directement chez soi le soir. Aujourd'hui, nous travaillons ensemble et nous nous retrouvons pour discuter. »

SérAPHINE



RD Congo

17 coopératives du Sud-Kivu accompagnées par le **CAB, GEADES** et l'**APEF** sont en route vers l'autonomie. Regroupant **plus de 1.400 paysans**, elles ont noué et géré seules leurs premiers gros contrats de ventes avec des entreprises de la région : livraisons de 200 tonnes de riz à la brasserie de Bukavu, vente de légumes à des restaurants, etc.

Ces partenariats leur ont permis **d'augmenter leurs revenus de plus de 40 %**. Certaines coopératives sont également en négociation avec différentes institutions financières pour des crédits afin d'acquérir davantage de matériels agricoles.

Les coopératives soutenues par le **CAB, GEADES** et l'**APEF** ont défendu avec succès leurs droits : arrêt des taxes illégales des autorités dans les marchés locaux de sept communes ou encore arrêt d'une tentative d'accaparement des terres d'une coopérative rizicole. Comme le dit si bien l'adage, l'union fait la force.

Rwanda

Grâce à **Aprojumap**, quatre groupements de **440 paysans du sud du pays** ont obtenu des autorités locales leur **agrément officiel en tant que coopératives**.

Un statut officiel qui leur permet d'être éligibles quant à l'obtention de terres appartenant à l'État mais aussi à d'autres aides financières ou matérielles. Dans ce cadre, deux coopératives ont reçu du matériel afin de sécher les épis de maïs dans de meilleures conditions, ce qui augmente la qualité du maïs et son prix de vente.

La coopérative, un moyen de réconciliation

Au Rwanda, **les coopératives vont bien au-delà de l'amélioration des conditions de vie des paysans**. Malgré les années, les marques du génocide sont encore présentes. La coopérative, en regroupant les paysans sans aucune discrimination, **favorise un climat de solidarité et d'unité** propice à une réconciliation durable.

Les femmes grimpent peu à peu les échelons

45 % des femmes font partie des organes de décision des **98 coopératives** soutenues au **Burundi**. Ce chiffre atteint **50 % en RD Congo**. Mieux reconnues au sein des communautés grâce à leur participation au sein de ces organes, elles sont toutefois encore insuffisamment représentées dans les postes à haute responsabilité (notamment en tant que présidentes). Le poids d'une coutume qui s'effrite mais persiste encore, en Afrique des Grands Lacs comme ailleurs.

La Convention internationale des droits de l'enfant à 30 ans !

La Convention internationale des droits de l'enfant, **adoptée en 1989**, marque un tournant historique en garantissant pour la première fois internationalement le droit de chaque enfant à survivre, se développer, à apprendre, s'épanouir et à faire entendre sa voix.

30 ans après, des millions d'enfants vivent plus longtemps et mieux : **le taux mondial de mortalité des enfants de moins de 5 ans a chuté de 60 %** et la proportion des **enfants non scolarisés** alors qu'ils sont en âge d'aller à l'école primaire est passée **de 18 % à 8 %**.

Toutefois, la situation est très **inégaie d'un pays à l'autre** et **les droits de millions d'enfants** restent encore malheureusement trop souvent bafoués.

« Nous avons obtenu des autorités qu'un camion-poubelle passe en bas de notre colline une fois par semaine. Nous avons aussi poussé le président de notre communauté à acheter les livres nécessaires pour que chaque enfant puisse aller à l'école. Je suis très fière car les adultes nous écoutent aujourd'hui. J'ai appris durant les ateliers que nous avons notre mot à dire pour notre avenir. »

Sahori, jeune fille leader, 11 ans



Au Pérou

Les pays du sud concentrent la majorité des progrès à réaliser afin de protéger les droits des enfants. **Kallpa** et **Chibolito**, les deux partenaires d'Entraide et Fraternité au Pérou, luttent pour que **241 enfants des bidonvilles de Lima et de Cajamarca** accèdent aux services de base (éducation, santé, loisirs et protection).

Les enfants de ces communautés vivant dans la grande précarité ne sont traditionnellement pas écoutés, leurs droits se voyant souvent ignorés. Le droit à la

participation des enfants à la vie de leur communauté constitue dans ce contexte une condition préalable à l'exercice de leurs autres droits.

Naissance d'une génération d'enfants leaders

Chibolito et **Kallpa** forment dans cet objectif des enfants leaders capables de mobiliser les autres enfants et de revendiquer collectivement leurs droits. Les droits des enfants sont évidemment au programme des formations. Mais les enfants apprennent aussi à exprimer leurs idées, à les



En Belgique

Entraide et Fraternité a organisé la **3^e édition de sa campagne d'animation sur les droits de l'enfant**. L'objectif? Sensibiliser les élèves d'écoles en Wallonie et à Bruxelles aux droits des enfants qui ne sont pas respectés dans les pays du sud... mais aussi en Belgique!

Connaître ses droits afin de les revendiquer

En partenariat avec le Centre culturel de Gerpinnes, **210 enfants de 5^e et 6^e années des écoles primaires de la commune** ont appris à connaître les droits inclus dans la **Convention internationale des droits de l'enfant**. À travers des jeux de rôle et des histoires, ils ont échangé sur le respect de ces droits dans leur propre vie.

Des échanges choquants pour certains, incrédules d'apprendre que d'autres camarades de classe n'avaient pas à manger le soir ou ne pouvaient pas se rendre chez le médecin à cause du prix trop élevé de la consultation et des médicaments. Un triste constat qui rejoint les statistiques de la **pauvreté infantile** (frappant 1 enfant sur 4 en Wallonie et 4 enfants sur 10 à Bruxelles) et qui fragilise le respect d'un grand nombre de droits des enfants.

Cette **prise de conscience** a incité les élèves à **organiser une exposition** pour faire connaître aux autres

élèves de l'école, aux parents et aux pouvoirs communaux la Convention internationale des droits de l'enfant et ainsi favoriser son respect. **Bernard De Vos**, délégué général aux droits de l'enfant, a fait l'honneur de répondre à l'invitation des élèves en participant à son inauguration.

La participation des enfants, un droit encore ignoré en Belgique?

Le **droit à la participation** est le droit pour les enfants d'être entendus et d'être associés aux décisions qui les concernent. De nombreux enfants accompagnés par Entraide et Fraternité ont évalué dans leur classe leur degré de participation et le constat est clair : très peu peuvent participer à la vie de leur école, de leur famille, de la communauté.

90 élèves des écoles primaires de Saint-Joseph à Ath et des Pains à Florenville ont dans ce cadre accueilli **Marvin Lopez**, président du **Mojoca**, une organisation au Guatemala qui aide les jeunes de la rue, mais surtout qui est gérée par les jeunes eux-mêmes.

Le droit à la participation au sein de l'école était au cœur des discussions. Sous les conseils avisés de Marvin, les élèves ont dégagé de nombreuses pistes de changements possibles mais aussi des projets qu'ils pourraient réaliser avec l'école afin de mieux répondre à leurs besoins.



défendre, à prendre la parole devant des adultes, etc. **71 enfants leaders** (40 filles et 31 garçons) **ont été formés** avec succès depuis 2017.

En 2019, **grâce à Kallpa**, **20 enfants** ont participé, avec la municipalité de San Juan de Lurigancho à Lima, à **l'élaboration d'un nouveau plan de développement** de leur quartier. À Cajamarca, **2 enfants ont participé, grâce à Chibolito**, aux décisions des autorités sur la lutte contre la pauvreté. **La prise en compte des besoins des enfants par les communautés devient une réalité.**

*Tous les enfants ont le droit de donner leur avis
Qu'ils soient blancs, noirs ou gris
Chaque enfant a le droit de se manifester
Même s'il n'est pas bien habillé.*

Poème écrit par deux enfants de Gerpinnes



Inde

une page de l'histoire d'Entraide et Fraternité se tourne

Entraide et Fraternité a mis un terme à son soutien financier en Inde. Durant près d'un demi-siècle, Entraide et Fraternité a soutenu des organisations locales issues des communautés pauvres et marginalisées. Leur lutte a permis de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des pêcheurs et au respect des droits des communautés dalits. Retour sur ces décennies qui ont marqué notre histoire.



Entraide et Fraternité noue **son premier partenariat majeur, dans les années 70'**, avec le **Programme d'organisation communautaire (PCO)**. Cette organisation met en place des caisses de crédit au sein des villages de pêcheurs pauvres des États du Tamil Nadu et du Kerala, situés au sud de l'Inde. Afin de remplacer leurs embarcations de fortune, le **PCO** développe aussi des ateliers communautaires de construction de bateaux de pêche.

Les Dalits comme priorité

Entraide et Fraternité appuie également quelques initiatives dans la région de Bangalore et de Mumbai. Mais, à partir du milieu des années 80', indignée par les discriminations subies par les Dalits au Tamil Nadu, Entraide et Fraternité fait du respect de leurs droits une priorité.

Entraide et Fraternité **appuie le développement du réseau ADECOM** qui regroupe plus d'une quinzaine d'organisations fondées par de jeunes Dalits. Entraide et Fraternité accompagne particulièrement la **formation des premières générations de leaders dalits**. Une action indispensable afin que les communautés osent revendiquer leurs droits trop souvent bafoués.

Au secours des pêcheurs frappés par le tsunami

Le **tsunami de 2004** frappe durement l'État du Tamil Nadu. **Sous l'impulsion de Pierre Gillet**, animateur-prêtre à Entraide et Fraternité et initiateur du Collectif international d'appui aux pêcheurs, Entraide et Fraternité **accompagne différentes organisations (CAT, CBN, CTT et KSSS) à réparer les dégâts causés**. Les commu-

Les Dalits, des discriminations illégales

Les relations entre hindous, fortement majoritaires en Inde, sont traditionnellement régies par le système héréditaire et inégalitaire des castes. Dans ce système, plus on appartient à une caste élevée, plus on est pur. Les Dalits, aussi appelés intouchables, représentent 17 % de la population et sont considérés comme les plus impurs.

Ceux-ci subissent à cause de cette conception d'horribles discriminations (interdiction d'être en contact avec l'eau des autres castes, refus de l'entrée des temples, emplois les plus dégradants...) qui les plongent dans une forte pauvreté.

Grâce à la Constitution indienne qui déclare illégale les discriminations de caste, la situation des Dalits s'est considérablement améliorée au cours des années. Mais les traditions restent encore tenaces dans plusieurs régions.



nautés de pêcheurs sont aussi formées à d'autres métiers afin qu'ils diversifient leurs revenus.

Du sud au nord-est de l'Inde

À la fin des années 2000, les organisations dalits soutenues au Tamil Nadu sont devenues autonomes et les communautés qu'elles accompagnent ont obtenu de grandes victoires (accès aux services de base, à des emplois de qualité, à des postes politiques, etc.).

Entraide et Fraternité se dirige alors vers d'autres États où les droits des Dalits sont encore largement bafoués : le Bihar et l'Odisha, situés au nord-est du pays.

Au Bihar, le **Centre pour l'égalité et l'inclusion sociale (CSEI)**, partenaire principal d'Entraide et Fraternité, lutte **contre le décrochage scolaire des enfants dalits** qui abandonnent bien souvent l'école avant leurs 14 ans à cause des discriminations vécues. Le travail du **CSEI** permet aux enfants de poursuivre leurs études et ainsi d'obtenir un avenir meilleur.

En Odisha, Entraide et Fraternité appuie le centre diocésain d'action sociale, **Jana Vikas**, qui **accompagne les femmes dalits** à revendiquer leurs droits. Elles obtiennent des autorités de nombreuses victoires : accès à l'électricité, à l'eau du village, à des terres, etc. Un autre partenaire majeur d'Entraide et Fraternité,

Thread, développe avec succès **des projets touristiques alternatifs** gérés par les femmes dalits.

Un partenariat qui se termine

Comme ceux du Tamil Nadu, les partenaires du Bihar et d'Odisha possèdent aujourd'hui l'autonomie suffisante pour continuer leur combat sans l'appui d'Entraide et Fraternité.

Fer de lance de la sensibilisation en Belgique des discriminations subies par les Dalits !

Entraide et Fraternité a été à l'origine de la **branche belge du réseau international de solidarité aux Dalits**. Sa mission ? Sensibiliser la population belge aux violations des droits humains dont sont victimes les Dalits à travers des conférences, des animations mais aussi des expositions-photos qui ont permis de donner un visage à ces « intouchables ».



Non à l'impunité des multinationales

Máxima Acuña, la résistante

Malgré l'incendie de sa maison, le massacre de son bétail, de nombreuses menaces et même des agressions physiques, Máxima Acuña, paysanne de Cajamarca, région pauvre des Andes péruviennes, refuse de céder ses terres, empêchant le développement du pharaonique projet minier Conga porté par le géant minier américain, Newmont.

L'entreprise attaque alors Máxima en justice pour « occupation illégale des terres ». Soutenue par de grandes organisations internationales, elle est finalement acquittée par la Cour Suprême du Pérou. Une véritable victoire dans ce pays où de nombreux défenseurs de l'environnement sont criminalisés.

On pensait l'affaire clôturée, mais c'est loin d'être le cas. Newmont refuse d'abandonner les milliards espérés de la mine Conga. Le géant américain poursuit son **acharnement judiciaire** en entamant cette fois des poursuites devant les tribunaux civils. Il reprend aussi... les **menaces et intimidations** !

Tout est fait pour pousser Máxima à enfin abandonner ses terres. Cette fois loin de l'attention des organisations internationales qui se sont tournées vers d'autres histoires. Mais pas Entraide et Fraternité et son partenaire **Grufides**, qui fournit principalement **une aide juridique aux paysans de Cajamarca dont les droits sont bafoués.**

Grufides continue de lutter aux côtés de Máxima. Un combat difficile. À bout psychologiquement et physiquement, elle s'installe dans la ville de Cajamarca, en attente du dénouement final du procès. Un éloignement de sa terre qui n'arrête pas les pressions : « *Je continue à recevoir des menaces. Je suis angoissée à l'idée qu'il arrive du mal à mes enfants.* »

Máxima reste malgré tout déterminée à ne pas renoncer à sa terre, à son identité : « *Certains ont un diplôme et c'est leur futur. Pour nous, la terre est notre futur, notre diplôme. C'est notre vie.* »

Le procès au civil est toujours en cours. Les intimidations se poursuivant sans réaction de la justice péruvienne, **Grufides a déposé plainte devant la justice américaine**, la seule qui pourrait peut-être empêcher Newmont d'harcéler Máxima. Grufides garde l'espoir d'une issue positive. **En 2019, l'organisation est parvenue à innocenter 16 leaders paysans poursuivis en justice pour avoir défendu leurs terres.**

« *Je suis déterminée à défendre ma terre. Merci à Grufides d'être à mes côtés depuis le début. Grufides est plus qu'un soutien juridique, c'est aussi un soutien moral.* »

Máxima Acuña





Empêcher la propagation d'Ebola au Sud-Kivu

À la rencontre des défenseurs et défenseuses de l'environnement

En 2019, Entraide et Fraternité a décidé de soutenir le projet médiatique *Sangterra* du photographe belge **Christophe Smets** (La Boîte à Images) portant sur les **défenseurs et défenseuses de l'environnement** menacés à travers le monde. En **2018**, on dénombre **164 militants écologistes tués**. Des chiffres par ailleurs sous-estimés car de nombreux décès ne sont pas enregistrés. Suite à la rencontre avec **Máxima Acuña** et **Mirtha Vazquez**, son avocate et ancienne secrétaire générale de Grufides, Christophe Smets a décidé de partir à la rencontre de ces personnes menacées dans une douzaine de pays pour recueillir leurs témoignages. L'objectif de son projet : **sensibiliser l'opinion publique** et susciter le débat autour de la violence d'État, du rôle des lobbies et de la protection de ces personnes.

En 2019, le soutien fourni par Entraide et Fraternité a permis d'effectuer un premier reportage aux Philippines. Christophe Smets et son équipe (caméraman, journalistes) ont pu réaliser une capsule vidéo sur **Yesha Ramos, veuve de l'avocat Ben Ramos** assassiné en 2018 et grand défenseur des droits des paysans sans terre aux Philippines.

Fondée en 2012 à Bukavu, en République démocratique du Congo, l'**asbl APDE** (Amis de la paix pour le développement endogène) est une association active dans **les activités d'apprentissage professionnel et d'alphabétisation pour les adultes**, particulièrement les femmes que les coutumes ont écartées de l'école très tôt. L'organisation est active dans les provinces du Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

En 2019, suite à l'**apparition de cas d'Ebola au Sud-Kivu**, l'association a mis sur pied **un projet spécifique de sensibilisation des populations aux mesures de prévention et de lutte contre la maladie** afin d'empêcher sa propagation dans la région. L'arrivée du virus a, en effet, suscité des réactions très variées au sein de la population. Si elle a créé une panique au sein d'une grande partie de la population, pour d'autres, le virus n'existait pas, ce n'était rien d'autre qu'une invention créée de toutes pièces par les blancs. Il était donc primordial de sensibiliser la communauté aux gestes pouvant sauver leur vie.

L'**APDE** a distribué des prospectus explicatifs, mis en place des animations au sein des communautés et formé ses animateurs des **six centres d'alphabétisation et de couture** sur les consignes de prévention (se laver régulièrement les mains, ne pas toucher les animaux morts, ne pas toucher des objets utilisés par un malade, etc.) mais aussi sur les symptômes d'Ebola.

Au total, ce sont **plus de 5.000 personnes qui ont été sensibilisées**. L'association a également équipé ses six centres de kits d'hygiène.

Ce projet de sensibilisation a également permis aux communautés **de prendre conscience de l'importance du lavage des mains afin de prévenir d'autres maladies** comme le choléra ou la fièvre typhoïde qui touchent chaque année des millions de personnes en Afrique.

Que sont les initiatives citoyennes ?

Les initiatives citoyennes de solidarité internationale sont **des projets d'aide internationale** soutenus par **des groupes spécifiques de citoyens** en Belgique. Ils décident de s'associer à Entraide et Fraternité afin de renforcer l'impact de leur soutien aux organisations locales. Ces projets répondent à l'ambition d'Entraide et Fraternité de valoriser la **participation citoyenne** dans la construction d'une terre qui tourne plus juste.

Nos actions d'éducation

à la citoyenneté mondiale et solidaire

« Sans terre, pas de nourriture ; sans nourriture, pas d'avenir. » Tel est le cri de ralliement des petits agriculteurs des Philippines. C'est à eux et au travail de ses partenaires qu'Entraide et Fraternité a choisi de rendre hommage lors de sa campagne de Carême 2019.

Mgr Jean-Pierre Delville, évêque de Liège, s'est rendu en juillet 2018 aux Philippines pour rencontrer les partenaires locaux d'Entraide et Fraternité et visiter leurs projets. Il a été réellement impressionné par la réalité de terrain. Fort de cette expérience, il s'est joint à de nombreuses activités durant la campagne de Carême aux côtés des cinq Philippines des associations partenaires venus en Belgique pendant trois semaines pour témoigner auprès de nos communautés.



Coups de projecteur sur la campagne

Les jeunes face aux enjeux de l'agriculture

Le 21 mars, un **séminaire-débat nord-sud** autour du thème *Les jeunes face aux enjeux de l'agriculture* a été organisé à l'initiative de **jeunes agriculteurs d'Ath** en présence de **Jamel Ann Caylan** de **KILOSKA**, notre partenaire à Mindanao (Philippines), d'**Andy Predicala** de la **JOCI** (Jeunesse ouvrière chrétienne internationale), de **Krishnakar Kummari** de la **MIJARC** (Mouvement international des jeunes agriculteurs) et d'étudiants en 3^e année de bachelier en agronomie des régions chaudes de la **HEH Ath** (Haute Ecole provinciale du Hainaut Condorcet).

Malgré leur jeune âge, les étudiants sont bien conscients non seulement des situations difficiles que traversent certaines populations et minorités, mais aussi des phénomènes à l'origine de ces situations (telles que la déforestation et les problèmes de production alimentaire) et surtout des déséquilibres structurels mondiaux.

Les constats suscitent chez les jeunes l'envie d'agir. À leur échelle, ils posent déjà un regard critique et commencent à juger des réalités complexes. Les réponses qu'ils posent contiennent déjà les prémices du processus du **Voir-Juger-Agir**, proposé par de nombreuses associations d'éducation permanente.



Avec le Cardinal De Kesel

Le 20 mars, le Cardinal De Kesel a rencontré à Malines une délégation d'Entraide et Fraternité composée de MinMin Pampilo (CONZARRD) et de Francis Alolod (Mindanao) ainsi que d'Axelle Fischer, notre secrétaire générale. Le Cardinal s'est vivement intéressé à la situation des pêcheurs et agriculteurs de Mindanao qui se battent au quotidien pour prendre leur destin en main et garantir leur indépendance alimentaire. Il a également été marqué par l'implication active de l'Église philippine aux côtés des pauvres et la cohabitation des chrétiens et des musulmans rendue possible au sein des projets soutenus par le Carême de partage.



No land, No food, No future

Le 23 mars, à Braine-l'Alleud, MinMin Pampilo (CONZARRD, Philippines) a livré un témoignage inspirant sur le travail mené par son association. Une salle comble qui a pu faire des comparaisons avec les initiatives de Terre-en-vue et Braine-l'Alleud en transition. « *No land, No food, No future* », cette réalité est aussi notre combat, en Belgique ! Les participants ont été très surpris d'apprendre que les terres agricoles disponibles en Belgique sont menacées par les loisirs (installation de terrain de golf, d'élevage de chevaux, etc.) et par l'installation de zonings industriels.



Mobilisation de la communauté philippine à Bruxelles

C'est avec la communauté philippine de la paroisse Sainte Marie-Mère de Dieu à Forest qu'Entraide et Fraternité a organisé, le 24 mars, la grande fête du Carême de partage à Bruxelles. Près de 600 personnes se sont rassemblées pour une eucharistie vibrante, présidée par l'Abbé Eric Vancraeynest, délégué vicarial pour l'accueil et l'accompagnement des communautés d'origine étrangère à Bruxelles. MinMin Pampilo a présenté les défis pour un monde plus juste aux Philippines et témoigné sur le travail de CONZARRD réalisé à Mindanao pour la paix, la réconciliation et l'égalité des peuples.

Le plaidoyer pour l'intérêt commun

Il est essentiel, afin de générer des changements durables dans notre société, que **les responsables politiques** prennent des décisions s'attaquant aux **causes structurelles de la pauvreté et des injustices**. Influencer les décideurs en ce sens, c'est précisément la **mission du secteur politique** d'Entraide et Fraternité. Interpellations dans les médias, élaboration de questions parlementaires, rencontres individuelles, production d'analyses, etc. Le secteur politique a encore été sur tous les fronts cette année.

Accords de gouvernement : Entraide et Fraternité demande aux Régions de se positionner contre l'impunité des multinationales

Les nouveaux accords des gouvernements wallon et bruxellois, **adoptés en octobre 2019** et qui constituent le cadre de leurs actions pour les **cinq prochaines années**, soutiennent la **création de règles internationales** pour **encadrer les activités des multinationales**

et ainsi mettre fin à leur impunité. Ils indiquent également que la Région wallonne et la Région bruxelloise ne **signeront pas d'accord de commerce** qui favoriserait le **non-respect des droits humains**.

C'est un véritable pas de géant par rapport aux précédents accords de gouvernement. C'est surtout le résultat de la pression politique exercée par la société civile, dont Entraide et Fraternité qui a fait de la **lutte contre l'impunité des multinationales** une de ses priorités depuis de nombreux mois.

Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales

Ce plaidoyer en faveur de la régulation des entreprises a également été porté à un niveau international avec la campagne *Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales - STOP ISDS* dans laquelle Entraide et Fraternité joue un rôle actif au côté de plus de **200 associations et mouvements sociaux** à travers l'**Europe**.



Entraide et Fraternité a fait la promotion d'une pétition, signée par **847.000 personnes** et demandant la **fin de l'impunité des multinationales** qui bafouent les droits humains dans de nombreux pays. La pétition a été remise en mains propres au vice-président de la Commission européenne.

Entraide et Fraternité met à l'agenda des responsables politiques le Traité sur la Charte de l'énergie

Le 2 décembre 2019, Entraide et Fraternité a publié une **carte blanche** dans le journal **Le Soir** dénonçant le **Traité sur la Charte de l'énergie** (TCE). Vieux de 25 ans, ce traité est incompatible avec la transition sociale et écologique annoncée tous azimuts par les politiciens.

Suite à cette carte blanche, le chef du groupe cdH au parlement wallon a posé de nombreuses questions parlementaires afin de demander des comptes sur ce traité aux membres du gouvernement wallon. Le même travail a été réalisé au niveau de la région

Bruxelles-Capitale et au niveau fédéral avec d'autres partis politiques, ce qui a permis au TCE d'être **en haut de l'agenda politique** en Belgique.

Non au Mercosur, ce nouveau CETA

Entraide et Fraternité a également exercé une forte pression sur les responsables politiques wallons concernant le **Mercosur**, un **accord de libre-échange** conclu entre l'**Union européenne** et **quatre pays latino-américains** (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay). Cet accord, semblable au **CETA**, menace les agriculteurs, les droits des peuples indigènes et aggraverait le réchauffement climatique.

Fin 2019, les membres du gouvernement wallon ont indiqué qu'ils allaient refuser de ratifier cet accord, refus confirmé à la rentrée politique tout début janvier 2020. Une première étape **vers le rejet européen** de cet **accord incohérent avec une terre qui tourne plus juste**.

16 analyses et 2 études

16 analyses et 2 études afin de soutenir les positions défendues par Entraide et Fraternité ont été produites et ont contribué à faire des thèmes abordés des sujets d'actualité.

Cultive-toi un avenir! Jeunesse et transitions agricoles en Belgique, reconstruire un tissu paysan ?

Cette étude apporte un éclairage sur les évolutions et adaptations possibles que l'agriculture wallonne - mais aussi européenne et mondiale - pourrait ou plutôt devrait entreprendre dans les années qui viennent.

Accords de gouvernements régionaux : des tremplins pour changer les règles de commerce international ?

Cette analyse nous éclaire sur l'importance des accords régionaux en matière de politique internationale. Les régions en Belgique peuvent, en effet, bloquer certains accords de commerce conclus entre l'Union européenne et d'autres pays.

Climat et énergie : l'État belge est-il schizophrène ?

Carte blanche sur le Traité sur la Charte de l'énergie, publiée dans Le Soir du 2 décembre 2019, qui a permis de mettre ce traité à l'agenda politique.

Les cartes blanches ainsi que les analyses et les études sont à retrouver sur www.entraide.be.



Solidarités & communication



Entraide et Fraternité a bénéficié d'une très belle couverture médiatique de la part de la presse belge francophone et germanophone sur l'action de nos partenaires du sud et les enjeux liés à la coopération internationale. Notre campagne de Carême de partage dédiée à la souveraineté et à la sécurité alimentaire aux Philippines a notamment été abondamment relayée par **les éditions de L'Avenir**.

Entraide et Fraternité a également renforcé sa communication sur **les réseaux sociaux** afin d'accentuer sa proximité et l'interactivité avec ses différents publics. Une plus forte présence qui a été fort appréciée, l'audience de nos comptes Facebook ou Twitter étant en augmentation. Pour ceux qui souhaitent être encore plus connectés, Entraide et Fraternité a également ouvert cette année un compte Instagram.

Nos brochures ont également eu beaucoup de succès. Notre périodique **Juste Terre ! a été diffusé à plus de 40.000 exemplaires lors de la campagne annuelle**. Un fascicule intitulé **Quel genre de monde, voulons-nous laisser à nos enfants** illustrant l'encyclique *Laudato Si'* par des citations et des photos a été produit et diffusé à plus de **50.000 exemplaires** afin de sensibiliser à la justice climatique.

Une récolte de fonds fructueuse

Par le biais d'une campagne inhabituelle de récolte de dons de fin d'année qui s'est déroulée du 09/12/2019 au 22/12/2019, nous avons bénéficié d'un élan de générosité exceptionnel qui nous a permis de collecter des dons au-delà de nos espérances.

Cette campagne avait pour objectif de collecter des dons **pour un projet de développement de l'agroécologie à Madagascar** afin de garantir une sécurité alimentaire de 3.000 familles malgaches dans les régions de Vakinankaratra (au centre du pays) et d'Analanjiroro (à l'est).

Le legs consolide nos ressources dans la lutte contre les injustices

De plus en plus de personnes cherchent à **transmettre les valeurs de justice sociale et d'engagement qui donnent du sens à leur vie**. Le goût du partage et de la justice, la solidarité, le don de soi sont autant d'attitudes éthiques que beaucoup aimeraient prolonger par-delà le temps de l'existence. Faire un legs à notre association permet de répondre à cette exigence. **Les legs constituent aujourd'hui un soutien vital pour Entraide et Fraternité.**

Des séances d'information sur les legs et testaments ont été organisées à Virton et à Marche en collaboration avec l'asbl Testament.be. Qu'est-ce qu'un héritage ? Qu'est-ce que la part réservataire ? Comment rédiger un testament ? Qui sont mes héritiers légaux ? Sans héritier direct, comment puis-je faire un legs à une association et favoriser en même temps mes proches ? Qu'est-ce qu'un legs en duo ? Lors de chaque séance, Martin Vanden Eynde, expert patrimonial, juriste-conseil de Testament.be, et Catherine Houssiau, personne de confiance pour les legs et testaments à Entraide et Fraternité, ont répondu à toutes ces questions et bien d'autres.

Un nouveau dépliant d'information et une nouvelle brochure ont été réalisés sur le thème ***Je transmets la fraternité***. Nous y redisons ce qui nous motive dans nos missions et apportons un premier éclairage technique sur les legs et testaments. Avec ces deux nouveaux supports et avec l'aide de notre personne de confiance, nous accompagnons quiconque le souhaite dans sa démarche qui requiert écoute, dialogue et réflexion.

Les avantages du legs en duo

Sans héritier direct, **le legs en duo** permet d'avantager un neveu ou nièce, une filleule, un ami... si une partie du patrimoine est léguée aussi à Entraide et Fraternité car nous prenons dans ce cas la totalité des droits de succession à notre charge selon une fiscalité réduite.



TÉMOIGNAGE

Le legs en duo me permet de réaliser un geste unique

« Comment rester spectatrice quand des millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont pour tout repas que quelques miettes ? Toute ma vie, j'ai été révoltée par les injustices et jusqu'à aujourd'hui, cela me reste insupportable. Je suis convaincue de la force de la fraternité universelle et du partage. Par mon testament, je veux une dernière fois en attester. Je n'ai pas d'héritier direct mais je tiens à donner le peu que j'ai épargné tout au long de ma vie à des personnes qui me sont très proches et à Entraide et Fraternité et Action Vivre Ensemble qui ont toute ma confiance. Le legs en duo me permet de réaliser ce geste unique. »

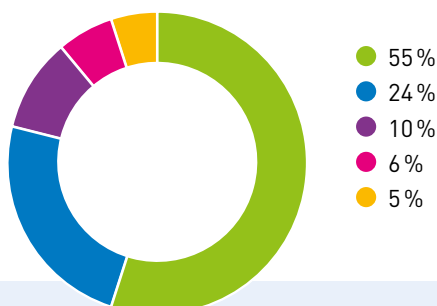
Raymonde, 88 ans



Les comptes

Produits

● Dons privés	1.056.760 €
● Paroisses, écoles et groupes	443.361 €
● Subsidés publics	2.504.198 €
● Subsidés privés	209.366 €
● Legs et autres recettes	247.215 €
TOTAL	4.460.900 €



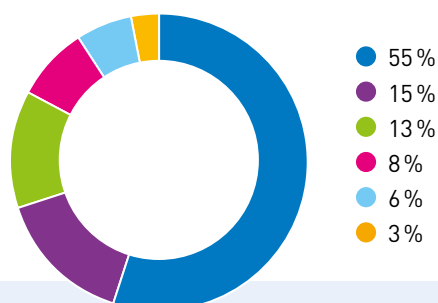
Entraide et Fraternité termine l'année 2019 avec un résultat financier positif.

Les fonds propres levés ont connu un léger tassement, principalement dû aux legs plus faibles que l'an passé et à une diminution des collectes de l'ordre de 7 %.

Les subsides publics ont diminué globalement de 218.700 € pour s'établir à 2.504.197 €, l'appui prévu par la Coopération belge étant moindre qu'en 2018. De plus, les autres bailleurs publics pour le programme partenariat international ont financé des projets pour environ 91.000 € complémentaires, tendance qui va en augmentation depuis plusieurs années. Les subsides privés (209.366 €) ont légèrement diminué par rapport à 2018, d'un montant de 20.585 €.

Charges

● Programme partenariat international	2.365.434 €
● Programme éducation	571.770 €
● Programme plaidoyer	130.302 €
● Communication	329.571 €
● Récolte de fonds	248.465 €
● Coordination et administration	638.489 €
TOTAL	4.284.032 €



La somme totale des fonds propres d'Entraide et Fraternité reste très importante (44 % des recettes, ce qui inclut aussi les subsides d'origine privée). Ceci nous permet **une indépendance financière stratégique essentielle** et nous donne la capacité de continuer à mener nos activités de soutien à des associations de pays du sud (55 % des dépenses) qui, selon leurs propres priorités, luttent contre la pauvreté, promeuvent l'agriculture familiale comme l'un des moyens de lutter efficacement contre la faim et promeuvent l'application des droits des enfants. Cela nous permet également de poursuivre nos activités de sensibilisation et mobilisation du public belge aux enjeux du mal-développement (13 %) et de plaidoyer envers les décideurs politiques (3 %).



Actif

Immobilisations	712.255 €
Créances	155.525 €
Disponible	1.427.383 €
TOTAL	2.295.162 €

Passif

Réserves	1.691.224 €
Dettes	603.938 €
TOTAL	2.295.162 €

Sous réserve de l'approbation de
l'Assemblée générale du 5 septembre 2020



Nous sommes [membres de l'AERF - Association pour une éthique dans la récolte de fonds](#) - qui garantit la transparence dans l'utilisation des dons. Nous adhérons à son code déontologique dans lequel est repris un droit à l'information.

Nos comptes et bilan sont audités et certifiés par le [cabinet MAILLARD, DETHIER & CO, réviseur d'entreprises indépendant](#).

Ils sont publiés [sur le site internet de la Banque Nationale](#) (www.bnb.be) et [sur le site internet de Donorinfo](#), le label *Je donne en confiance* (www.donorinfo.be).

Vous les trouvez également sur notre site internet www.entraide.be.

Comme lors de l'exercice précédent, **une partie de nos recettes a été consacrée à la récolte de fonds et à la communication** (14 %), deux activités qui restent capitales pour envisager le futur avec confiance et renforcer le soutien de nos donateurs, donatrices et sympathisant-e-s.

Les frais administratifs et de coordination restent faibles (15 %), bien en-dessous de ce qui est permis par la législation belge dans le secteur des ONG (20 %).

Merci infiniment aux donateurs et donatrices, sympathisant-e-s, paroisses, écoles, groupes sportifs, testateurs et testatrices, activistes qui continuent à nous soutenir « pour que la Terre tourne plus juste ! »

Sans vous, notre ONG ne pourrait pas avoir tout l'impact et le retentissement d'aujourd'hui.

Merci aussi aux institutions publiques et privées : Direction générale de la Coopération-DGD, Wallonie-Bruxelles International-WBI, Ministère de la Communauté Germanophone, CNCD, EHK-Vienne, Fondation Lebbe-Havenith, La Croix du Sud et bien d'autres encore. Avec leurs soutiens ajoutés aux dons que notre public nous confie, un nombre plus important de projets de solidarité internationale, d'éducation au développement et de plaidoyer a pu se réaliser.



Nos bureaux

SIÈGE SOCIAL

Rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles
T. 02 227 66 80 | info@entraide.be

BRABANT WALLON

Chaussée de Bruxelles, 67 - 1300 Wavre
M. 0473 31 05 81 | brabant.wallon@entraide.be

BRUXELLES

Rue de la Linière, 14 - 1060 Bruxelles
T. 02 533 29 58 | M. 0479 56 77 61
bruxelles@entraide.be

HAINAUT

Rue Lefèvre, 59 - 6030 Marchienne-au-Pont
T. + F. 071 32 77 42 | M. 0473 31 02 31
charleroi@entraide.be | tournai@entraide.be

LIÈGE

Rue Chevaufosse, 72 - 4000 Liège
M. 0473 31 05 89 | M. 0478 39 19 37
T. 04 222 08 00 | christophe.cornet@entraide.be

NAMUR

Place du Chapitre, 5 - 5000 Namur
T. 081 41 41 22 | M. 0490 64 91 14
namur@entraide.be

LUXEMBOURG

Rue du Pressoir, 23 - 6800 Libramont
M. 0499 90 64 99 | luxembourg@entraide.be

RÉGION GERMANOPHONE

Judenstraße, 29 - 4700 Eupen
T. + F. 087 55 50 32 | info@miteinander.be

Notre force, votre soutien !

Merci d'être à nos côtés ! Le travail que nous menons auprès des communautés dans les pays du sud est avant tout possible grâce à la générosité de nos donatrices, de nos donateurs et des volontaires. Une fois encore, les missions d'Entraide et Fraternité ont pu se réaliser grâce à vous. Merci pour vos gestes de partage et pour cette indispensable solidarité, que ce soit lors des collectes réalisées dans les paroisses de Wallonie et de Bruxelles au cours du Carême de partage ou par le biais de la récolte de dons tout au long de l'année. Que ce soit financièrement ou en donnant du temps et en s'impliquant dans nos différentes actions, merci à vous, donateurs, donatrices et volontaires de contribuer à cette réussite.

Suivez l'actualité d'Entraide et Fraternité au quotidien



www.entraide.be

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !